



Claire Anderson/unsplash.com

La démocratie a l'épreuve

En Irak, le sang continue à être versé au nom de la démocratie. Est-ce une cause louable? Cela mérite-t-il des vies perdues? La démocratie peut-elle réussir au Moyen-Orient? Y a-t-il un meilleur système?

- Ryan Malone
- [25/11/2004](#)

Le renversement d'une dictature est une chose. Remplir le vide avec un gouvernement qui fonctionne est une question entièrement différente. Vers la fin du mois de juin, les États-Unis ont remis la «souveraineté» aux Irakiens. Reste à voir quel en sera le résultat, mais l'administration américaine actuelle s'est investie pour remplacer l'ancien régime autocratique—avec roulement de tambour, s'il vous plaît—par la démocratie.

L'établissement de la démocratie, selon George W. Bush dans un discours à la radio, le 1er mai, est une question de vie ou de mort. «L'échec de la démocratie irakienne encouragerait les terroristes autour du monde, augmenterait les dangers pour le peuple américain, et éteindrait l'espoir de millions de gens au Moyen-Orient.»

Le président américain a prédit cela, alors qu'approchait la date limite du 30 juin: «Nous sommes susceptibles de voir davantage de violence de la part de groupes opposés à la liberté» mais «nous finirons notre travail en Irak parce que les enjeux pour notre pays et le monde sont élevés.»

Le président Bush, par la décision qu'il a prise de lui-même «de changer le monde», utilise l'Irak comme simple point de départ de ce que son administration a nommé l'initiative pour le grand Moyen-Orient—un engagement pour apporter l'espoir de la démocratie aux nations de la région. Cette initiative a été appelée «l'effort le plus ambitieux de la démocratie américaine depuis la fin de la guerre froide» (*Washington Post*, du 28 février). Comprenant un nombre impressionnant de mesures diplomatiques, culturelles et économiques, l'opération établira des élections libres, des médias indépendants, l'égalité pour les femmes, et une campagne d'alphabétisation, avec en plus la fourniture de 'piqûres de rappel' financiers aux nations concernées.

Cette initiative pour apporter la démocratie en Irak et au grand Moyen-Orient est l'un des buts fondamentaux de l'administration Bush. Le raisonnement, c'est que le monde sera un meilleur endroit si ce 'plus grand de tous les gouvernements' est établi dans les nations qui menacent actuellement la stabilité du monde.

M. Bush n'est pas à l'origine de cette ambition. Depuis les efforts post-Première Guerre mondiale de Woodrow Wilson «pour rendre le monde sûr par la démocratie», les États-Unis ont été dans une quasi-croisade pour ce qu'ils considèrent comme la meilleure forme de gouvernement. L'Amérique a longtemps cru que son système moral «éclairé» de gouvernement était la panacée requise pour apporter la paix, la prospérité et la liberté dans le monde entier.

N'est-il pas alors pertinent, à ce point de l'histoire du Moyen-Orient, de jeter un coup d'œil franc à la démocratie? N'est-il pas pertinent—alors qu'en novembre le président Bush lui-même viendra sous l'œil même du système pour lequel il part en croisade aujourd'hui—de demander de quelle valeur est cette idéologie politique pour la stabilité du monde? La démocratie peut-elle fonctionner au Moyen-Orient? Fonctionne-t-elle vraiment aux États-Unis? Peut-elle vraiment fonctionner n'importe où? Y a-t-il une meilleure manière de régir les affaires de l'humanité?

Le visage non occidental de la démocratie

Si la démocratie est une forme éclairée de gouvernement ou un échec insondable, il devrait d'abord être établi, dans ce contexte, que la démocratie ne peut pas maintenir son «occidentalisme» une fois appliquée à une nation non occidentale. C'est quelque chose que les responsables politiques américains tendent à réduire au minimum. Et cela jette un nuage sinistre sur le but de l'administration actuelle des États-Unis qui est d'apporter la démocratie aux états arabes.

Par exemple, la démocratie est souvent assimilée à la liberté et à l'égalité. Mais essayez de dire cela aux membres les plus modestes du système de castes en Inde—un pays qui a à la fois la démocratie, et une structure sociale qui indique que si vous êtes né «ouvrier» votre accomplissement le plus élevé dans la société sera celui «d'ouvrier». Ou considérez, en République sud-africaine et ses «démocraties» voisines, les millions d'orphelins qui n'ont aucune possibilité d'être éduqués, ou même un environnement sain dans lequel grandir. Ou, au Zimbabwe, où des élections «libres» sont accompagnées d'intimidation et du massacre des adversaires politiques. Est-ce cela la liberté? Tous les hommes sont-ils traités en égaux?

Une autre prétention occidentale au sujet de la démocratie, c'est qu'elle est la meilleure quand elle est soutenue par le *pluralisme*—l'idée que beaucoup de vues différentes, coexistant dans un gouvernement, aideront à créer un consensus pour le bien du pays entier. C'est le principe que les États-Unis proposent de mettre en œuvre en Irak: mettre les Shiites, les Sunnites et les Kurdes dans une présidence composée de trois membres (un président et deux adjoints) de manière que tous les accords bénéficient aux citoyens des trois partis. Mais cette approche idéaliste ne convient pas à tous, particulièrement à Ali Al Sistani, le grand Ayatollah des Shiites, qui l'a étiquetée de recette pour «cloisonner et diviser» (*Asia Times*, 25 mars).

La plus grande erreur, dans l'opinion des Occidentaux, c'est peut-être de croire que la démocratie, dans les pays non occidentaux, engendrera des administrations pro-occidentales. Cela se produit rarement, comme Samuel P. Huntington l'a écrit dans *Le Choc des Civilisations*. Il a appelé cela le «paradoxe de la démocratie», disant que «l'adoption par des sociétés non occidentales d'institutions démocratiques occidentales encourage et donne accès au pouvoir à des mouvements politiques naissants ANTI-OCCIDENTAUX» (l'emphase est mienne). Les élections dans des pays islamiques comme l'Algérie et la Turquie ont placé à la barre des politiciens islamistes anti-américains.

Les musulmans tendent à voir la démocratie occidentale comme l'antithèse de l'islam. Un cheik sunnite en Irak l'a exprimé ainsi: «La raison de tout ce qui se produit dans notre pays, c'est que nous avons dévié de notre religion. Nous avons dévié de l'islam, et avons pris la démocratie et la liberté des infidèles. Il n'y a aucune solution à part l'islam, et la stabilité ne reviendra jamais sans cela. Donc, insistons sur l'Islam.» (*Asia Times*, 23 mars). Les États-Unis font face à ceux qui croient que l'islam, au Moyen-Orient, ne peut demeurer pur s'il est mélangé à la version qu'a l'Amérique de la démocratie.

Comme nous l'avons écrit dans notre numéro de novembre 2002, «le problème, c'est que cet effort pour répandre l'évangile de la démocratie est fondé sur la supposition erronée que tous les peuples pensent et agissent comme les Américains. *Ce n'est pas le cas!*»

La force de la démocratie

Bien que les efforts historiques de l'Amérique pour propager la démocratie dans le monde entier puissent sembler une cause perdue, beaucoup argueront toujours que la démocratie est la meilleure forme de gouvernement que l'humanité ait conçue. Winston Churchill l'a appelée «la plus mauvaise forme de gouvernement, excepté toutes les autres qui ont été essayées.»

Certes, la démocratie a des qualités et des défauts. Examinons-les brièvement. Par définition, et, puisque la démocratie prend différentes formes dans différentes nations, nous regarderons cela de la perspective de la démocratie représentative qui tient l'affiche depuis longtemps dans le monde: les États-Unis d'Amérique.

Certaines bonnes choses existent dans la démocratie; trois grands principes la résument.

PREMIÈREMENT: La démocratie considère et protège les intérêts de ceux qu'elle gouverne. Abraham Lincoln l'a définie comme le gouvernement «du peuple, par le peuple, *pour le peuple*.» Pour cette raison, une démocratie comme les ÉTATS-UNIS est en grande partie concernée par les droits humains—le traitement équitable et l'égalité de tous les hommes et de toutes femmes du pays. Des lois sont promulguées pour protéger les droits de tous ses citoyens, y compris les minorités.

Mettez ceci en contraste avec le socialisme communiste, qui, dans la théorie, met chaque citoyen sur un pied d'égalité économiquement, mais dans la pratique alimente la gloutonnerie de l'élite dirigeante. Prenez la République populaire démocratique de Corée par exemple (ne vous laissez pas bernier par ce nom), où plus de 13 millions de Coréens du Nord sont sous-alimentés, tandis que le président Kim Jong-Il n'a jamais manqué un repas. N'est-il pas étonnant que des citoyens d'états communistes comme Cuba veuillent s'empiler sur des radeaux minuscules et faire face aux requins, à l'hypothermie et à la noyade, pour naviguer jusqu'aux rivages de l'Amérique, ou mourir en essayant?

DEUXIÈMEMENT: La démocratie utilise un système de contrôles et d'équilibre—des occupations de poste limitées et des sections gouvernementales séparées—comme soupape de sûreté contre la corruption.

Quand les ancêtres de l'Amérique ont formulé la Constitution, ils avaient une évaluation réaliste de la nature humaine,

sachant que les hommes étaient imparfaits et capables d'énorme mal. Ils se sont rendus compte que ceux qui sont au pouvoir devaient être contrôlés par d'autres, pour empêcher un homme ou un groupe d'élites d'exercer le contrôle absolu du pays. Thomas Jefferson, dans ses Notes sur l'état de la Virginie, a mis en garde contre le fait que les membres d'un corps législatif ne devraient jamais être trompés par leur propre intégrité, et présumer que leur pouvoir ne serait jamais abusé. «La nature humaine est la même de chaque côté de l'Atlantique, et sera de même influencée par les mêmes causes.»

Par des élections fréquentes, le système implanté par les fondateurs de l'Amérique protège contre la montée au pouvoir d'un dictateur maniaque.

Par la séparation des pouvoirs, les fonctionnaires sont responsables de leurs actions. Le Congrès peut ramener au pas le président s'il outrepassé ses limites, et le président et le Congrès doivent convenir de celui qui présidera la branche juridique fédérale.

Dans ce système de gouvernement, il y a également des points de vue opposés sur la façon de mettre en œuvre les fonctions gouvernementales, largement définies dans les deux partis politiques principaux, le parti démocratique et le parti républicain. Dans une démocratie, on permet à des points de vue d'opposition d'exister afin d'aider le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif à arriver à la meilleure solution pour les électeurs. Contrastez ceci avec l'Irak, il y a juste deux ans, où, quand une personne s'opposait aux idéaux politiques de l'autocrate, elle était torturée ou réduite au silence par une mort brutale.

Tout cela est prévu pour empêcher n'importe laquelle des branches gouvernementales du pays de prendre trop de pouvoir.

TROISIÈMEMENT: La démocratie permet beaucoup de liberté à la population—par contraste avec, par exemple, ce qu'un régime autocratique pourrait permettre. On permet à l'art de s'épanouir dans une société qui autorise la liberté de parole et d'expression. La liberté de la presse signifie que le gouvernement n'a pas le contrôle direct des médias, comme il le fait dans des pays comme la Chine et le Zimbabwe. Cet idéal occidental est une autre tactique qui empêche ceux qui sont au pouvoir d'avoir trop de contrôle, et permet également la circulation libre des différents points de vue sur des sujets variables. Ces libertés engendrent l'ingéniosité, les idées, l'invention et l'industrie. Ils encouragent la créativité, l'occasion et, par extension, la richesse et la prospérité.

Les faiblesses de la démocratie

Ces points, que nous venons d'examiner, présentent de remarquables arguments en faveur de la démocratie. Malheureusement, nous pouvons reprendre ces mêmes points, et examiner de quelle manière la démocratie échoue en tant que système de gouvernement—comment elle correspond à la description qu'en a faite Churchill en la qualifiant de «plus mauvaise forme.»

PREMIÈREMENT: Une nation gouvernant «pour le peuple» et fonctionnant «par le peuple» se met dans une position périlleuse. Si les citoyens veulent d'un chef qui se concentre plus sur les problèmes intérieurs que sur les menaces extérieures, le pays élira un tel chef—en dépit de ce qu'est, en fait, le plus grand danger. De même, si un chef prend une décision considérant ce qui est meilleur pour le pays, et pourtant contraire au consensus général, le public peut choisir de le démettre de sa fonction, indépendamment du mal que cela peut causer.

Si la volonté, ou le moral national, est en lambeaux, des administrations seront mises en place pour refléter cet esprit. Si le tissu moral de la population commence à aller à vau-l'eau, un tel déclin ne pourrait qu'être *aggravé* par un système démocratique. Une société gavée de divertissements nuisibles n'élira pas des chefs qui légiféreront contre. Un peuple qui n'est plus soucieux de la sainteté du mariage élira des chefs avec des programmes en rapport. Les citoyens davantage préoccupés par leurs ennuis financiers que par le terrorisme éliront les politiciens qui promettent de s'occuper de ces problèmes. «Le peuple» peut être souvent étroit d'esprit, et égoïste.

DEUXIÈMEMENT: Les mêmes soupapes de sûreté, mises en place pour prémunir contre la corruption humaine, édifient en fait plusieurs faiblesses inhérentes au système.

La démocratie limite l'efficacité d'un dirigeant national traitant avec d'autres nations. Des mandats limités en durée et en nombre peuvent souvent transformer la politique étrangère d'une nation—affaiblissant sa crédibilité et son influence dans l'arène mondiale. Les islamistes radicaux qui ont attaqué l'Espagne le 11 mars—juste 74 heures avant que les citoyens n'aillent voter—le savent bien.

Construites sur ce système de mandats, de contrôles, d'équilibres—et de gouvernement «par le peuple»—sont les *élections libres*. Mais cela donne également à la démocratie une faiblesse inévitable: ceux qui occupent des positions de responsabilité—en tant qu'êtres humains faillibles et égoïstes—chercheront souvent l'élection, la réélection ou une plus haute fonction, plus qu'ils ne diront la vérité, ne légiféreront ou ne dirigeront d'une manière qui soit réellement MEILLEURE pour le peuple.

Quand le politicien européen révolutionnaire Franz Josef Strauss visita le campus de l'Ambassador College à Pasadena, en janvier 1969, juste quelques jours après que Richard Nixon eut pris sa fonction, il rencontra le Chancelier Herbert Armstrong. M. Armstrong s'est rappelé une question qu'un invité posa à M. Strauss: «Que pensez-vous que M. Nixon avait à l'esprit pendant qu'il prêtait le serment de prise de fonction?» R. Strauss, sans hésitation, répondit: «Comment être réélu pour quatre ans dès maintenant, naturellement.»

Aujourd'hui, les principaux politiciens livrent des batailles chères et amères conduisant aux élections de novembre. Les deux côtés travaillent à démontrer l'inaptitude de l'autre à diriger le pays; les deux côtés accentuent leurs propres qualités et forces; l'administration en place, à l'approche de novembre, évitera des sujets qu'elle considère trop sensibles pendant une année électorale. Et pourquoi? Tout, en vue d'OBTENIR la fonction!

TROISIÈMEMENT: Une des faiblesses de la démocratie, sorties de cette bénédiction qu'est la liberté, c'est que nos nombreuses libertés peuvent être utilisées pour atteindre une décadence et des extrêmes immoraux. Dans la démocratie anglo-américaine, l'approche pluraliste et tolérante est telle que «la liberté de parole» protège l'obscénité, la pornographie, la musique vulgaire, les distractions violentes, et la «liberté religieuse» légitime la suppression complète de TOUTE religion de la société publique.

Cela fait potentiellement de la démocratie le plus fragile des systèmes gouvernementaux. Puisque le pouvoir national réside dans le peuple, la nation entière n'est qu'aussi forte que le caractère individuel de ses citoyens. Même les fondateurs de l'Amérique savaient, pour que ce système fonctionne, que ceux qui sont dirigés (i.e. ceux qui sont sous contrôle) devaient être des citoyens très croyants et droits, ou bien alors le système s'autodétruirait finalement. Dans un discours aux militaires, John Adams a dit: «Notre constitution a été faite seulement pour un peuple moral et religieux. Elle est totalement inadaptée à tout autre gouvernement» (11 octobre 1798). George Washington a dit: «Il est impossible de diriger correctement le monde sans Dieu et la Bible» (17 septembre 1796).

Il est crucial de bien comprendre qu'il y a un diable qui trompe le monde entier, et qui est le prince de la puissance de l'air (Apocalypse 12:9; Ephésiens 2:2). La Bible, la parole de Dieu, nous montre que Satan diffuse constamment des pensées corrompues, des impulsions et des humeurs à l'humanité (voir l'article *Vaincre le mal*). Tous les gens sont sous l'emprise invisible de Satan le diable—et dans un gouvernement «du peuple, par le peuple», le système est mis en danger quand ces libertés sont sans frein.

Nous posons la question: Si le président Bush veut «changer le monde», *en quoi va-t-il le changer?* Le monde serait-il meilleur s'il était moulé à l'image des États-Unis d'Amérique? Exporter leur liberté signifie exporter leur divertissement violent, leur pornographie, leur musique vulgaire, et par extension leur famille décomposée!

La démocratie, en dépit de ses forces, est mal équipée pour apporter au monde la paix dont il a si désespérément besoin. Et l'Amérique, le parangon de cette idéologie et de cette structure gouvernementale, donne un exemple épouvantable pour une nation qui a tout—la démocratie, la liberté, la richesse et la puissance pour la répandre autour du monde.

Est-ce ce dont les Irakiens ont besoin? Ils ont évidemment souffert sous le régime autocratique de Saddam Hussein. Mais la *démocratie* est-elle vraiment la réponse? Résoudra-t-elle les problèmes du Moyen-Orient? Ces nations ont-elles besoin du chaos installé par ce qui s'assimile à un *gouvernement collectif*? Ont-elles besoin des «libertés» qui leur apporteront le divertissement et la décadence qui détruisent l'esprit?

Est-ce ce dont notre monde a besoin?

L'avenir du gouvernement

Est-il vraiment juste d'être si dur envers la démocratie quand elle est, après tout, de loin meilleure—dans l'opinion occidentale—que la monarchie absolue, la dictature ou le socialisme communiste?

C'est *plus* que juste! Pourquoi? Parce que nous pouvons déclarer, avec une confiance assurée, que la démocratie sera finalement remplacée par un GOUVERNEMENT BIEN MEILLEUR!

Avant que ce gouvernement ne soit installé, comme quelques prophéties effrayantes de la Bible nous le montrent, la démocratie se terminera tragiquement.

Ceux qui parlent des faiblesses de la démocratie notent souvent sa nature historiquement de courte durée. Même les ancêtres de l'Amérique étaient conscients de cela.

La Bible prophétise la chute certaine des nations anglo-américaines de notre monde moderne (demandez votre exemplaire gratuit des *Anglo-Saxons selon la prophétie* pour plus de détails). Cela mènera à la fin de la démocratie dans ces nations.

Quant à la démocratie en Europe, la Bible prédit la montée d'une superpuissance européenne, appelée la «bête» dominée par un chef politique dictatorial et un chef religieux (la brochure gratuite de Herbert Armstrong *Quelle est l'identité et la nature de la bête prophétique?* explique cela). Les pays européens se débarrasseront bientôt de leurs démocraties pour être dirigés par ces autocrates charismatiques.

Paradoxalement, tout cela sera un signe que de BONNES NOUVELLES sont justes au tournant—qu'un gouvernement bien meilleur que la démocratie ou l'autocratie prendra les rênes de la DOMINATION MONDIALE!

La Bible prophétise le retour de Jésus-Christ pour briser la puissance de cette bête. Daniel 2:44 montre que le gouvernement DE DIEU—Son ROYAUME— «mettra en pièces et consumera tous ces royaumes, et subsistera à jamais.»

La démocratie jouit seulement de quelques années de gloire de plus, avant qu'elle ne soit effacée de la planète pour de

bon! Et bien qu'il s'agisse d'une époque temporairement sombre pour l'histoire du monde, juste avant que le Christ ne revienne, cela signale la plus grande nouvelle que nous pourrions jamais entendre! C'est la «bonne nouvelle» qu'est l'*Évangile*—le message que Jésus-Christ a prêché au sujet du «royaume de Dieu» littéral (Marc 1:14) qui sera établi sur TERRE!

Il y a une meilleure forme de gouvernement! Et ce dernier régnera SURTOUTES LES NATIONS!

Le système gouvernemental de Dieu

Nous allons brièvement nous intéresser au système de gouvernement de Dieu, et voir POURQUOI c'est le meilleur système pour l'administration de la civilisation humaine. Nous l'examinerons en employant les mêmes points dont nous avons discutés pour les aspects positifs et négatifs de la démocratie. Nous verrons comment il dispose des forces de la démocratie sans avoir ses faiblesses.

PREMIÈREMENT: Le système de Dieu considère les INTÉRÊTS DE CEUX QUI SONT GOUVERNÉS. Son gouvernement respecte «les droits inaliénables» de chaque homme, de chaque femme et de chaque enfant, quelle que soit la race. Ces droits ont, en fait, été accordés par Lui, le Créateur de l'humanité. Sa loi et Son gouvernement considèrent les intérêts de ceux qui sont administrés. Imaginez un monde où *chaque* citoyen de *chaque* nation bénéficie de l'égalité des chances!

Mais notez cette DIFFÉRENCE-CLEF! Le gouvernement sera «*pour* le peuple» mais NON PAS «du peuple, par le peuple». Il sera PAR le Roi des rois, Jésus-Christ. Ce dernier aura le contrôle ultime. A la différence d'un égoïste assoiffé de pouvoir, le Christ régnera d'une manière qui BÉNÉFICIERA VRAIMENT à ceux qui sont gouvernés. Contrairement aux leaders humains d'aujourd'hui, le Christ NE PEUT PAS PECHER (1 Jean 3:9).

DEUXIÈMEMENT: Le gouvernement de Dieu aura des soupapes de sûreté contre la corruption humaine—mais pas à la manière de la démocratie d'aujourd'hui. Ces dispositifs de sûreté contre la corruption humaine seront que la «chair et le sang ne peuvent hériter le royaume de Dieu» (1 Corinthiens 15:50). Daniel 2:44 déclare que «le royaume ne sera pas laissé à un autre peuple.» Ceux qui gouverneront dans le royaume de Dieu seront Jésus-Christ, à la tête, aidé par ces saints qui se qualifient dans cette vie, pour régner avec Lui. Ils auront prouvé leur fidélité au gouvernement de Dieu dès MAINTENANT—on pourra donc leur faire confiance, une fois qu'ils seront changés en membres spirituels de la famille de Dieu.

Imaginez un monde gouverné par des êtres spirituels saints et justes, avec Jésus-Christ à la barre! La corruption humaine sera éliminée—comme le sera la course au gouvernement et la compétition politique. Plus d'élections—et plus *aucun besoin* d'élections! Imaginez l'harmonie politique et la productivité, non seulement dans tout le pays, mais dans le monde entier!

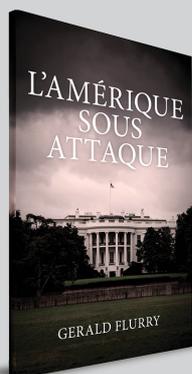
Le Christ ne servira pas quatre ans, ou dans la limite de deux mandats (Esaïe 9:6-7); Ses saints qui seront sous Ses ordres ne seront pas non plus soumis à ces restrictions; le royaume de Dieu régnera pour toujours. Le Christ et les saints ne convoiteront pas de positions plus élevées ni ne gouverneront par intérêt personnel—mais avec un AMOUR débordant pour le bien-être, le bonheur, et le salut éternel de ceux qui sont gouvernés.

La manière de Dieu de gouverner est aimante et désintéressée. L'homme pourra expérimenter cette voie pure dans ce que M. Armstrong a toujours appelé le «monde à venir».

TROISIÈMEMENT: La liberté noble mais inadaptée qu'offre la démocratie existera sous une forme pure et pieuse dans le monde à venir. Oui, ce sera une liberté qui engendra l'ingéniosité, l'invention, l'industrie, des perspectives, la créativité, la prospérité et la richesse. Mais ce sera une «liberté» différente de celle d'aujourd'hui qui enlève les contraintes aimantes de la Loi de Dieu—Ses Dix commandements.

La Bible se réfère à cette loi comme à la «loi parfaite de la LIBERTÉ» (Jacques 1:25). C'est de cette seule manière que nous pouvons avoir la vraie liberté. Imaginez un monde où chacun adore l'unique vrai Dieu. Imaginez un monde où personne ne ment, ne vole, ne tue ou ne commet d'adultère. Imaginez un monde sans tricherie, ni vol, sans meurtre, sans viol ni divorce. Imaginez pouvoir marcher dans les rues, n'importe où, sans crainte d'agression d'aucune sorte! Imaginez les maisons et les véhicules sans serrure ni alarme. C'EST CELA la vraie liberté! Et c'est ce que Dieu veut pour l'humanité.

Le président Bush avait raison sur un point, dans sa conférence de presse du 13 avril: «La liberté est le don du Tout-Puissant à chaque homme et à chaque femme de ce monde.» Ce que lui et son administration doivent encore comprendre, c'est que ce don n'arrivera pas par la démocratie—mais par l'établissement du gouvernement bienveillant et parfait de Dieu gouvernant cette terre! ■



**Téléchargez, ou
commandez votre
copie gratuite de**

**L'Amérique
sous attaque**

maintenant en cliquant ici.